



**Système d'Acquisition Dynamique pour la  
refonte des outils de gestion des décisions du  
Conseil Constitutionnel  
Projet NOD**

**Règlement de la consultation (RC)**



## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

**Objet** : Système d'acquisition dynamique pour la refonte des outils de gestion des décisions du Conseil constitutionnel (Projet NOD)

**Numéro de la consultation** : CC-SAD032023

**Procédure de passation** : La présente consultation est passée selon les dispositions de consultation ci-après :

- Le Code de la Commande publique (CCP) ;
- La procédure de passation utilisée est celle de l'appel d'offres restreint conformément aux dispositions des articles L.2124-6 et R.2124-2 (2°), R.2161-6 à R.2161-11 du CCP ;
- La technique d'achat utilisée est celle du Système d'Acquisition Dynamique (SAD) conformément aux dispositions des articles R.2162-35, R.2162-37 à R.2162-51 du CCP ;
- Le Cahier des Clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Techniques de l'information et de la communication (TIC).

**Date limite de remise des plis pour participer au 1<sup>er</sup> marché spécifique** : 15 mai 2023 12.00

**Durée de validité du système** : 4 ans

**Pouvoir adjudicateur** : CONSEIL CONSTITUTIONNEL

2 rue de Montpensier  
75001 PARIS  
Tél : 01.40.15.30.00

# SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>Présentation générale du Conseil constitutionnel et du SAD .....</b>	<b>4</b>
1.1.	Présentation du Conseil constitutionnel.....	4
1.2.	Contexte de la consultation .....	4
1.3.	Declinaison des enjeux.....	6
1.4.	Pouvoir adjudicateur / Acheteur.....	7
1.5.	Objet et périmètre du système d'acquisition dynamique .....	7
1.5.1.	Objet du SAD.....	7
1.5.2.	Périmètre d'application du SAD .....	7
1.6.	Présentation générale du fonctionnement du système d'acquisition dynamique.....	7
1.7.	Subdivisions du Système d'Acquisition Dynamique en catégories.....	8
1.7.1.	Présentation des catégories du SAD .....	8
1.7.2.	Classification CPV.....	9
1.8.	Montants du Système d'Acquisition Dynamique .....	9
1.9.	Durée et Délais du Système d'Acquisition Dynamique .....	10
1.9.1.	Période de validité.....	10
1.9.2.	Prolongation ou réduction de la période de validité.....	10
1.9.3.	Délais des marchés spécifiques .....	10
<b>2.</b>	<b>Accès et contenu du dossier de consultation des entreprises .....</b>	<b>11</b>
2.1	Télécharger le dossier de consultation au stade de la candidature .....	11
2.2	Contenu du dossier de consultation au stade de la candidature.....	11
2.3	Modification des documents de la consultation .....	11
<b>3.</b>	<b>Modalités de participation au SAD (Candidature).....</b>	<b>12</b>
3.1	Date et heures limites de réception des candidatures.....	12
3.2	Forme juridique du candidat.....	12
3.2.1	Candidatures individuelles .....	12
3.2.2	Candidatures en groupement d'entreprises .....	12
3.3	Contenu de la candidature.....	13
3.3.1	Format et présentation de la candidature.....	13
3.3.2	Renseignements à fournir par le candidat dans son dossier de candidature.....	14
3.3.3	Autres pièces à fournir .....	15
3.3.4	Disposition générale.....	15
3.4	Transmission du dossier de candidature à l'Acheteur.....	16
3.4.1	Transmission par voie dématérialisée .....	16
3.4.2	Dispositions relatives à la copie de sauvegarde.....	16
3.4.3	Anti-virus .....	17
<b>4.</b>	<b>Examen et sélection des candidats .....</b>	<b>18</b>
4.1.	Critères de sélection des candidatures .....	18
4.2	Admission des candidatures.....	20
4.2.1	Participation à la première consultation du SAD.....	20
4.2.2	Participations aux consultations du SAD.....	21
4.2.3	Dispositions communes .....	21
4.3	Rejet des candidatures .....	22
<b>5.</b>	<b>Modalités de participation – exécution et attribution des marchés spécifiques.....</b>	<b>22</b>
<b>6.</b>	<b>Renseignements complémentaires .....</b>	<b>23</b>
6.1.	Modalités de communication entre l'Acheteur et les candidats .....	23
6.2.	Questions des candidats .....	23
6.3.	Modifications majeures du dossier de consultation .....	24
6.4.	Modifications mineures du dossier de consultation .....	24
<b>7.</b>	<b>Médiation et contentieux.....</b>	<b>25</b>
7.1.	Règlement amiable des différends ou litiges .....	25
7.2.	Juridiction compétente.....	25
7.3.	Délais et voies de recours .....	25

# 1. PRESENTATION GENERALE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL ET DU SAD

## 1.1. PRÉSENTATION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

---

Le Conseil constitutionnel est l'institution chargée de veiller au respect de la Constitution française. Il détient deux attributions principales :

- Contrôler la conformité des lois à la Constitution, soit a priori (avant la promulgation de la loi), soit a posteriori via la procédure de Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC) ;
- Contrôler la régularité des élections nationales (présidentielle, législatives, sénatoriales) ainsi que des référendums.

Les décisions du Conseil constitutionnel ne peuvent faire l'objet d'un recours. Elles s'imposent à tous, au Gouvernement, au Parlement et aux juridictions. La publication des décisions, leur bonne communication mais aussi leur large diffusion et mise en valeur sur le site internet du Conseil sont essentielles. Plus de 6 000 décisions ont été rendues depuis la création de l'institution.

Les travaux du Conseil constitutionnel sont organisés autour du collège des neuf membres. Sous l'autorité du Secrétaire général, les collaboratrices et les collaborateurs travaillent au sein de six services.

## 1.2. CONTEXTE DE LA CONSULTATION

---

Le Conseil constitutionnel a engagé un chantier global de transformation numérique selon les préconisations d'un audit flash réalisé en juillet 2017. Cet audit a conclu à la nécessaire refonte des bases de données et des applications utilisées pour remplir la mission juridictionnelle du Conseil, afin de les moderniser, d'assurer leur intégration dans une chaîne d'applications connectées à long terme, de permettre une meilleure diffusion des contenus présents ainsi que la production et la mise à disposition de nouveaux contenus aussi bien au sein du Conseil que sur son site internet.

Le Conseil souhaite se doter d'outils de travail et de recherche plus performants, mais également mettre à la disposition de son public et plus spécifiquement auprès des professionnels du droit (parlementaires, administrations, magistrats, avocats, universitaires et chercheurs) des outils renouvelés pour la diffusion, l'étude et la compréhension de sa jurisprudence.

Le système d'information juridictionnel actuel (SIGreffe et SIJur) date de la période 2009 - 2013 et n'a que peu évolué depuis sa mise en place. Il montre des limites, dues notamment à

l'obsolescence des technologies utilisées, au volume des données plus important qu'estimé, au manque d'interopérabilité entre elles et à la difficulté à faire évoluer ces solutions pour répondre aux nouveaux besoins des utilisateurs.

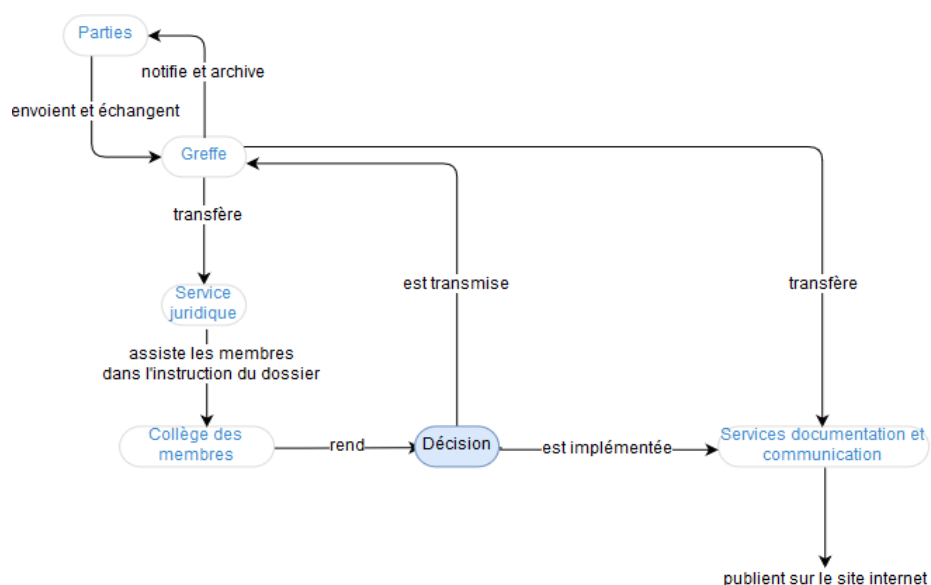
Le circuit de traitement des affaires peut être schématisé ainsi :

- Des saisines sont reçues et enregistrées par le service du greffe qui échange à différents stades de la procédure avec les parties externes à l'aide d'un logiciel nommé "SIGreffe" et transmet en interne au service juridique, au SDAI et au service de communication pour instruction et publication ;
- Les affaires sont réparties entre les acteurs concernés et traitées. En pratique, les échanges se font par messagerie électronique, sur les serveurs de fichiers et tous les documents sont traités via le logiciel de traitement de texte Word. Les documents liés à l'affaire sont stockés sur des lecteurs réseau ;
- Les décisions adoptées par les membres du Conseil lors du délibéré mettent fin aux affaires.

Pour chacune d'entre elles :

- Une version Word est conservée. Le dossier contentieux au format papier est archivé en interne et également sur un serveur de fichier, puis plus tard auprès des Archives nationales ;
- Une version au format PDF est enregistrée dans le logiciel de greffe, dont le service assure la notification aux parties (au plus tard le lendemain de leur délibération) et aux autorités, ainsi que la publication au Journal Officiel de la République Française ;
- Le texte brut de la décision est également importé dans le logiciel de jurisprudence nommé "SIJur", il est enrichi de données complémentaires (commentaires de décisions, éléments de doctrine, liens vers les vidéos d'audience, etc.) puis exporté au fil de l'eau vers le site Internet du Conseil dans des formats XML et vers le site Legifrance ;
- Les décisions sont publiées sur le site internet du Conseil au plus tard le lendemain de leur délibération, puis sur le site QPC 360° ;
- Ces décisions font l'objet d'une analyse thématique qui donne lieu à la rédaction d'abstracts, enregistrés sous SIJur et publiés périodiquement sur le site internet du Conseil.

La description de ces étapes est volontairement très simplifiée, certains process sont automatisés, mais beaucoup sont manuels. En outre, des applications tierces et internes interviennent.



A ce titre, le Conseil constitutionnel recherche des fournisseurs capables de répondre à son besoin et de l'accompagner dans la mise en œuvre du projet NOD.

C'est pourquoi le Conseil constitutionnel a décidé de recourir à un système d'acquisition dynamique (SAD). Le SAD est une procédure entièrement électronique qui permet de présélectionner plusieurs fournisseurs puis d'attribuer un ou plusieurs marchés (dits spécifiques) après mise en concurrence des fournisseurs sélectionnés. Il s'agit d'un système de référencement dit ouvert et tout opérateur économique peut demander à l'intégrer pendant sa durée de validité.

Il est ainsi prévu que les opérateurs économiques disposent d'un accès libre, direct et complet aux documents de la consultation pendant toute la durée du SAD via le profil acheteur du Conseil constitutionnel.

### **1.3. DECLINAISON DES ENJEUX**

---

Le projet NOD est stratégique pour le Conseil constitutionnel. Il s'inscrit dans un plan global de modernisation de son système d'information.

L'objectif est de mettre à disposition des agents du Conseil constitutionnel, des professionnels du droit et aussi du grand public, de plus en plus impliqué dans les procédures récentes et auprès desquels le Conseil constitutionnel cherche à gagner en visibilité, des outils robustes, efficaces et innovants.

La mission des fournisseurs sera d'accompagner le Conseil dans la définition du cadre des solutions qui répondront à ses besoins et lui permettront d'atteindre ces ambitions.

Les enjeux majeurs spécifiques aux produits sont les suivants :

- Enjeu de continuité d'activité ;
- Enjeu d'urbanisation et connecteurs d'applications (mise à disposition d'API documentées et managées) ;
- Enjeu de recherche universelle ;
- Enjeu d'accessibilité, de mobilité et d'ergonomie ;
- Enjeu de sécurité, de protection des données personnelles et de traçabilité ;
- Enjeu d'évolutivité ;
- Enjeu technique.

Pour information, les prestations d'hébergement, maintenance et infogérance seront conservées par le Conseil constitutionnel qui en assurera la conduite.

## **1.4. POUVOIR ADJUDICATEUR / ACHETEUR**

---

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

2 rue de Montpensier

75001 PARIS

Tél : 01.40.15.30.00

Adresse Internet: <https://www.conseil-constitutionnel.fr/>

## **1.5. OBJET ET PERIMETRE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE**

---

### **1.5.1. Objet du SAD**

La présente consultation a pour objet la mise en place d'un SAD portant sur la présélection d'opérateurs économiques ayant vocation à être mis en concurrence pour l'obtention de marchés spécifiques relatifs aux prestations suivantes :

- Prestations de développement et recette ;
- Expertises techniques et fonctionnelles, analyse de la donnée et ergonomie ;
- Prestations de développement et expertises techniques en moteur de recherche ;
- Prestations d'études de faisabilité d'un projet informatique type POC.

### **1.5.2. Périmètre d'application du SAD**

Le contenu du SAD et la description de chacune des catégories sont détaillés au CCP.

Le Conseil constitutionnel entend recourir à des marchés spécifiques pour les prestations faisant l'objet du périmètre d'application du SAD.

## **1.6. PRESENTATION GENERALE DU FONCTIONNEMENT DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE**

---

Le SAD est passé en application des articles R.2162-37 à R.2162-51 du CCP.

Le SAD se définit comme un processus entièrement électronique de passation de marché public, pour des achats d'usage courant, par lequel l'acheteur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés spécifiques à l'un des opérateurs préalablement sélectionnés.

Le SAD a une durée de validité pendant laquelle tout opérateur économique peut demander à participer au système.

Le SAD se met en œuvre de la façon suivante :

- Un avis de publicité est publié et le dossier de consultation des entreprises (DCE) est mis en ligne pour toute la durée du système ;
- Le DCE précise la nature des achats envisagés par catégorie et les quantités ou montants estimés ;
- Le système est ouvert, pendant toute sa période de validité, à tout opérateur économique satisfaisant aux critères de sélection des candidatures ;
- Pendant toute la durée de vie du SAD et à tout moment, tout opérateur peut demander à l'intégrer ;
- Lorsque le Conseil constitutionnel aura un besoin pour une catégorie donnée, il lancera une consultation pour la mise en place d'un marché dit spécifique. Le Conseil invitera alors tous les candidats dont la candidature pour la catégorie concernée aura été admise à remettre une offre pour le marché spécifique. Le délai de réception des offres sera fixé par le Conseil constitutionnel. Ce délai sera au moins égal à 10 jours. Toutefois un délai plus court peut-être fixé d'un commun accord avec l'ensemble des candidats consultés.

Conformément à l'article R.2162-43 du CCP, le Conseil constitutionnel accorde, pendant toute la durée de validité du SAD, la possibilité à tout opérateur économique de demander à y entrer. Dans ce cas, l'opérateur adresse son dossier de candidature (comprenant les éléments mentionnés au présent règlement) au Conseil, qui se prononce sur la recevabilité de cette candidature dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la candidature. Ce délai est susceptible d'être porté à 15 jours, dans le cas où des compléments de candidature sont requis par le Conseil.

Les « marchés spécifiques » sont entendus comme des « marché spécifiques passés sur le fondement du SAD » conformément aux articles R.2162-37 à 51 du CCP. Les modalités de passation des marchés spécifiques sont précisées dans le Cahier des Clauses Particulières.

## **1.7. SUBDIVISIONS DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE EN CATEGORIES**

---

### **1.7.1. Présentation des catégories du SAD**

Le présent SAD est subdivisé en quatre (4) catégories :

- Catégorie 1 : prestations de développement et recette ;
- Catégorie 2 : expertises techniques et fonctionnelles, analyse de la donnée, ergonomie ;
- Catégorie 3 : prestations de développement et expertises techniques en moteur de recherche ;
- Catégorie 4 : prestations d'études de faisabilité d'un projet informatique type POC.



Chaque candidat peut se positionner sur une ou plusieurs catégories, voire l'ensemble des catégories.

Les candidatures seront examinées dans les conditions indiquées au présent Règlement de la Consultation. Un candidat peut n'être retenu que sur une partie des catégories sur lequel il s'est positionné.

Au fur et à mesure des besoins, les opérateurs agréés seront consultés en fonction de la catégorie de prestation à acheter.

### 1.7.2. Classification CPV

La classification CPV est la suivante :

Catégorie :	Code CPV
Catégorie 1 : prestations de développement et recette	<ul style="list-style-type: none"><li>72500000 – Services informatiques</li><li>72000000 – Service de technologie de l'information, conseil, développement de logiciel</li></ul>
Catégorie 2 : expertises techniques et fonctionnelles, analyse de la donnée, ergonomie	<ul style="list-style-type: none"><li>72500000 – Services informatiques</li><li>72316000 – Services d'analyse de données</li></ul>
Catégorie 3 : prestations de développement et expertises techniques en moteur de recherche	<ul style="list-style-type: none"><li>72500000 – Services informatiques</li></ul>
Catégorie 4 : prestations d'études de faisabilité d'un projet informatique type POC	<ul style="list-style-type: none"><li>72500000 – Services informatiques</li><li>71241000 – Etudes de faisabilité, service de conseil, analyse</li></ul>

## 1.8. MONTANTS DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Le Système d'Acquisition Dynamique est défini avec une limite de montant fixée à 3 500 000 € H.T.

A titre indicatif et non contractuel :

- Le montant global des dépenses sur marchés spécifiques, lancés sur la base du présent SAD, au cours de 2023 et 2024 est estimé à environ 1 200 000 € H.T.
- Le montant cumulé des dépenses sur marchés spécifiques, pour la durée globale du

SAD, pourrait s'élever à 3 000 000 € HT.

Les montants indiqués ci-dessus sont informatifs et non contractuels. Aucune indemnité de dédit ne sera due par le Conseil constitutionnel au cas où le cumul des dépenses sur marchés spécifiques n'atteindrait pas les montants indiqués ci-dessus.

## **1.9. DUREE ET DELAIS DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE**

---

### **1.9.1. Période de validité**

Si les marchés spécifiques ne peuvent être conclus qu'avec les candidats admis (procédure restreinte), le SAD est cependant un système ouvert aux nouvelles candidatures pendant toute sa période de validité. Le Conseil constitutionnel accordera, pendant toute la durée de validité du SAD, la possibilité à tout opérateur économique de demander à y participer.

Le présent système d'acquisition dynamique est ouvert pendant 4 ans à compter de sa publication au Journal Officiel de l'Union Européenne.

### **1.9.2. Prolongation ou réduction de la période de validité**

Le SAD est mis en place pour une durée de quatre ans. Cette durée de validité pourra être modifiée. Le cas échéant, la modification sera communiquée suivant les dispositions de l'article R.2162-40 du CCP. Les opérateurs agréés seront informés par écrit de la modification de la période de validité et de ses conséquences.

La fin anticipée du SAD n'ouvre droit à aucune indemnité, de quelque nature que ce soit.

### **1.9.3. Délais des marchés spécifiques**

Lorsqu'un besoin est identifié, le Conseil constitutionnel consulte les candidats admis en vue de la conclusion d'un marché spécifique.

Le délai laissé pour remettre une offre est au moins égal à 10 jours. Toutefois, un délai plus court peut-être fixé d'un commun accord avec l'ensemble des candidats consultés.

La formalisation du marché spécifique intervient après analyse des offres et un processus de validation administrative. Les entreprises consultées devront être en capacité de maintenir leur offre pendant un « délai de validité des offres » qui sera indiqué par le Conseil constitutionnel lors de chaque consultation.

Les délais de livraison et la durée des prestations sont indiquées dans le marché spécifique qui peuvent s'exécuter sous la forme d'un marché simple, d'un accord-cadre avec marchés subséquents et/ou bons de commande.

## **2. ACCES ET CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

### **2.1 TELECHARGER LE DOSSIER DE CONSULTATION AU STADE DE LA CANDIDATURE**

---

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-2 du CCP, le Conseil constitutionnel met gratuitement les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil d'acheteur PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> au sein d'un espace de consultation dédié à la présente consultation.

Le dossier de consultation est disponible et accessible pendant toute la durée du SAD.

Les candidats sont invités à s'inscrire sur la plateforme afin de pouvoir être destinataires le cas échéant des modifications apportées aux documents de la consultation.

### **2.2 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION AU STADE DE LA CANDIDATURE**

---

Le dossier de consultation au stade de la candidature comporte :

- Le présent règlement de la consultation ;
- Le cadre de réponse aux candidatures ;
- La fiche descriptive du SAD ;
- Le CCP.

### **2.3 MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION**

---

Le Conseil constitutionnel se réserve le droit d'apporter des modifications aux documents de la consultation. Les candidats devront répondre sur la base des documents modifiés.

Le Conseil constitutionnel informe, via la plateforme de dématérialisation PLACE, tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité.

Si la date limite fixée pour la remise de candidature (pour participer au premier marché spécifique) est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction d'une nouvelle date.

## 3. MODALITES DE PARTICIPATION AU SAD (CANDIDATURE)

### 3.1 DATE ET HEURES LIMITES DE RECEPTION DES CANDIDATURES

---

Les candidatures peuvent être adressées pendant toute la durée du SAD. En revanche, seules les candidatures acceptées à la date du lancement de chaque marché spécifique seront invitées à remettre une offre.

### 3.2 FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT

---

L'opérateur économique peut présenter sa candidature seul (candidature individuelle) ou associé à d'autres opérateurs économiques (groupement momentané d'entreprises et/ou de sous-traitants).

#### 3.2.1 Candidatures individuelles

Le fait de déposer une candidature individuelle n'interdit pas au candidat de faire appel plus tard à la sous-traitance lors d'un marché spécifique.

#### 3.2.2 Candidatures en groupement d'entreprises

- Forme du groupement

Aucune forme de groupement n'est imposée par le Conseil constitutionnel.

- Composition du groupement

Le Conseil constitutionnel tient à informer les opérateurs économiques que les candidatures multiples sont restreintes :

- Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plusieurs groupements ou

- candidat individuel (candidat unique) et mandataire d'un ou plusieurs groupements ;
- Un même opérateur économique peut être membre de plusieurs groupements ;
- Un même opérateur économique peut être candidat individuel (candidat unique) et membre d'un ou plusieurs groupements (sans être mandataire).

La composition des groupements peut être modulée selon les catégories sur lesquelles le candidat se positionne. Il convient alors faire des candidatures distinctes (plis et dépôt de plis séparés).

### 3.3 CONTENU DE LA CANDIDATURE

---

A l'appui de sa candidature, le candidat répond au cadre de réponse et transmet les éléments indiqués ci-dessous permettant d'apprécier sa capacité juridique ainsi que ses capacités professionnelle, technique et financière.

Les entreprises ayant moins de trois ans d'existence prouveront, par tout moyen, qu'elles possèdent les capacités professionnelles, techniques et financières requises.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le Conseil peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Attention, cette faculté ne peut concerner que des documents génériques, et en aucune façon des documents qui ne peuvent, de par leur nature même, qu'être spécifiques à la consultation en cours.

#### 3.3.1 Format et présentation de la candidature

Dans son dossier de candidature, le candidat doit explicitement indiquer pour quelle(s) catégorie(s), il candidate.

Pour présenter sa candidature, le candidat peut utiliser au choix :

- Soit, le cadre de réponse Candidature (disponible dans le dossier de consultation) ;
- Soit, les formulaires DC1 (Lettre de candidature) et DC2 (Déclaration du Candidat) disponibles à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- Soit le document Unique de Marché Européen (DUME) renseigné en ligne sur la plateforme

## PLACE.

En application des dispositions de l'article R. 2143-4 du CCP, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen en lieu et place des documents et informations mentionnés à l'article 3.3.2 ci-dessous.

Le DUME permet de faire une déclaration sur l'honneur sur la base d'un formulaire type européen.

Le formulaire DUME devra impérativement comprendre les informations requises.

Le candidat doit joindre les documents / informations demandé(e)s au titre de la candidature qui ne seraient pas inclus dans le DUME. Également, le candidat doit indiquer expressément la ou les catégorie(s) au titre desquelles sa candidature est exprimée.

En cas de cotraitance, un DUME distinct pour chaque soumissionnaire devra être fourni.

Les candidats sont informés que la langue française est la seule langue autorisée pour la rédaction des candidatures.

### **3.3.2 Renseignements à fournir par le candidat dans son dossier de candidature**

Le candidat fournit en complément les informations suivantes :

- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
  - Ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - Ou un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - Ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, il fournit la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, l'appréciation des capacités professionnelles techniques et financières d'un groupement est globale. En cas de

groupeurment ayant désigné un mandataire, ce dernier doit fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupeurment, qui précise les conditions de cette habilitation.

Conformément à l'article R.2162-47 du CCP, à tout moment au cours de la période de validité du SAD, le Conseil constitutionnel peut demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date d'envoi de cette demande.

### 3.3.3 Autres pièces à fournir

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution de chaque marché spécifique, les soumissionnaires sont autorisés à remettre, dans le pli contenant leur candidature, les documents suivants :

- Un RIB ;
- Une attestation prouvant qu'elle est à jour de ses obligations fiscales auprès du Trésor Public (disponibles sur l'espace sécurisé [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr)) ;
- Une attestation d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- Les pièces prévues à l'article D8222-5 du Code du travail, à savoir une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 ou attestation de vigilance émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Les pièces prévues à l'article D8254-2 du Code du travail, à savoir la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié, sa date d'embauche nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Une attestation de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail.

### 3.3.4 Disposition générale

Si l'attributaire retenu pour un marché spécifique ne peut présenter les documents mentionnés ci-dessus dans le délai fixé, son offre est rejetée. Le soumissionnaire dont l'offre se situe immédiatement après dans le classement est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres



classées.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents ci-dessus et de ceux fournis au titre de la candidature, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché spécifique.

### **3.4 TRANSMISSION DU DOSSIER DE CANDIDATURE A L'ACHETEUR**

---

#### **3.4.1 Transmission par voie dématérialisée**

Les candidats présenteront leur réponse au moyen de fichiers comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre. La transmission dématérialisée est effectuée via le profil d'acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui qui est indiqué sur le site du profil d'acheteur.

Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception des offres constitue une offre électronique remise dans les délais. Une offre électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une offre reçue hors délai.

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le Conseil constitutionnel sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros". Les formats de fichiers acceptés par le Conseil constitutionnel sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf" ou équivalent.

Les noms des fichiers transmis par le candidat doivent comporter à minima la dénomination commerciale abrégée du candidat et l'éventuel numéro de la catégorie concernée.

#### **3.4.2 Dispositions relatives à la copie de sauvegarde**

Les candidatures et offres électroniques peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde. Les



documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique : ils doivent être signés si la signature est requise.

Le Conseil constitutionnel autorise les copies de sauvegarde sous forme de support physique électronique ou sous forme papier.

Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez le Conseil constitutionnel dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Ce pli, fermé, doit mentionner « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter également le nom de l'opérateur économique candidat, l'identification de la procédure et l'éventuel lot concerné. La copie de sauvegarde ne peut être commune à l'ensemble des lots pour lesquels candidate éventuellement l'opérateur économique.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par le Conseil constitutionnel que dans les cas suivants :

- Lorsque la candidature ou l'offre électronique contient un programme informatique malveillant ou virus ;
- Lorsque la candidature ou l'offre électronique est réceptionnée hors délai, si Le Conseil dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- Lorsque la candidature ou l'offre électronique n'a pas pu être ouverte par le Conseil constitutionnel. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte par le Conseil, elle est détruite dès l'éventuel rejet de la candidature ou à l'issue de la procédure.

### **3.4.3 Anti-virus**

Le candidat s'assurera avant l'envoi de son pli et/ou de son support physique électronique que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la réponse.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu, et le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

## 4. EXAMEN ET SÉLECTION DES CANDIDATS

### 1.10. CRITÈRES DE SÉLECTION DES CANDIDATURES

---

Le candidat satisfaisant aux critères de sélection est admis au sein du SAD. Une décision d'admission au SAD précisant la (es) catégorie(s) via la messagerie du profil acheteur PLACE est transmis au candidat admis.

A compter de cette décision, le candidat peut être invité à remettre une offre en réponse aux marchés spécifiques lancés.

L'admission des candidatures se fait catégorie par catégorie. Ainsi, l'opérateur économique souhaitant participer aux mises en concurrence des marchés spécifiques d'autres catégories que celles pour laquelle ou lesquelles il a été d'ores et déjà admis, doit au préalable déposer un nouveau dossier de candidature pour la ou les nouvelles catégories.

Le Conseil constitutionnel exclut les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur son processus décisionnel ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation de marché public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.

Le Conseil constitutionnel exclut les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public.

Selon les catégories, un chiffre d'affaires (C.A) minimum peut être exigé. Les C.A. minimum exigés sont les suivants :

Catégorie :	C.A. minimum
Catégorie 1 : prestations de développement et recette	500 000 € H.T.
Catégorie 2 : expertises techniques et fonctionnelles, analyse de la donnée, ergonomie	Sans objet
Catégorie 3 : prestations de développement et expertises	250 000 € H.T.

Catégorie :	C.A. minimum
techniques en moteur de recherche	
Catégorie 4 : prestations d'études de faisabilité d'un projet informatique type POC	Sans objet

Deux critères de sélection des candidatures sont positionnés par le Conseil constitutionnel. Il s'agit :

- Des capacités économiques et financières ;
- Des capacités professionnelles.

La pondération est la suivante pour chacune des catégories :

Catégorie :	Capacités économiques et financières	Capacités professionnelles
Catégorie 1 : prestations de développement et recette	<b>40% :</b>	<b>60% :</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ C.A. global (10%)</li> <li>▪ C.A. dédié à l'objet du SAD (30%)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ressources humaines et expérience pour exécuter les prestations objet du SAD (30%)</li> <li>▪ Adéquation des références (30%)</li> </ul>
Catégorie 2 : expertises techniques et fonctionnelles, analyse de la donnée, ergonomie	<b>20% :</b>	<b>80% :</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ C.A. global (5%)</li> <li>▪ C.A. dédié à l'objet du SAD (15%)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ressources humaines et expérience pour exécuter les prestations objet du SAD (50%)</li> <li>▪ Adéquation des références (30%)</li> </ul>

Catégorie :	Capacités économiques et financières	Capacités professionnelles
Catégorie 3 : prestations de développement et expertises techniques en moteur de recherche	<b>30% :</b>	<b>70% :</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ C.A. global (10%)</li> <li>▪ C.A. dédié à l'objet du SAD (20%)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ressources humaines et expérience pour exécuter les prestations objet du SAD (40%)</li> <li>▪ Adéquation des références (30%)</li> </ul>
Catégorie 4 : prestations d'études de faisabilité d'un projet informatique type POC	<b>20% :</b>	<b>80% :</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ C.A. global (5%)</li> <li>▪ C.A. dédié à l'objet du SAD (15%)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ressources humaines et expérience pour exécuter les prestations objet du SAD (40%)</li> <li>▪ Adéquation des références (40%)</li> </ul>

La note minimale de 60/100 est exigée pour chacune des catégories.

## 4.2 ADMISSION DES CANDIDATURES

### 4.2.1 Participation à la première consultation du SAD

Les candidats doivent déposer leur dossier de candidature avant la « date limite de réception des candidatures pour participer à la première consultation » indiquée en page de garde du présent document.

Le Conseil constitutionnel se prononce sur l'admission d'une candidature dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la date limite de réception des candidatures précitée. Ce délai de dix (10) jours peut être porté à quinze (15) jours ouvrables selon les conditions fixées au deuxième alinéa de l'article R.2162-45 du Code de la commande publique. Seuls les candidats admis avant la date estimative du premier marché spécifique seront invités à ce marché spécifique.

#### **4.2.2 Participation aux consultations du SAD**

Pour rappel, les opérateurs économiques peuvent déposer à tout moment un dossier de candidature.

Le Conseil constitutionnel se prononce sur l'admission d'une candidature dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de sa réception, délai porté à quinze (15) jours ouvrables si des compléments de candidature sont demandés au candidat. Si un candidat n'a pas fourni les documents ou renseignements demandés à l'issue de ce délai, Le Conseil constitutionnel déclare sa candidature irrecevable et le candidat n'est pas admis dans le SAD. Toutefois, le Conseil constitutionnel peut prolonger le délai d'évaluation des candidatures tant qu'un marché spécifique n'est pas lancé.

#### **4.2.3 Dispositions communes**

Le candidat satisfaisant aux critères de sélection est admis au sein du système d'acquisition dynamique.

Une décision d'admission au SAD (précisant la (es) catégorie(s)) via la messagerie du profil acheteur PLACE est transmis au candidat admis.

A compter de cette décision, le candidat peut être invité à remettre une offre en réponse aux marchés spécifiques lancés.

L'admission des candidatures se fait catégorie par catégorie. Ainsi, l'opérateur économique souhaitant participer aux mises en concurrence des marchés spécifiques d'autres catégories que celles pour laquelle ou lesquelles il a été d'ores et déjà admis, doit au préalable déposer un nouveau dossier de candidature pour la (es) nouvelle(s) catégorie(s).

Conformément à l'article R.2162-47 du CCP, à tout moment au cours de la période de validité du SAD, le Conseil constitutionnel pourra demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date d'envoi de cette demande.

Un candidat peut, sur demande écrite adressée au Conseil constitutionnel, demander à sortir du système d'acquisition dynamique. La sortie du candidat est réputée acquise à la date de notification de la demande écrite.

#### 4.3 REJET DES CANDIDATURES

---

Le candidat ne satisfaisant pas ou plus aux critères de sélection des candidatures conformément aux stipulations ci-dessus en est avisé par message transmis via le profil acheteur du Conseil constitutionnel.

## 2. MODALITES DE PARTICIPATION – EXECUTION ET ATTRIBUTION DES MARCHES SPECIFIQUES

Les marchés spécifiques sont attribués aux candidats du SAD dont l'offre est reconnue comme économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'analyse qui seront précisés dans la lettre de consultation spécifique à chaque besoin.

Ces critères et leur fourchette de pondération sont pré-établis de la façon suivante :

Critères	Pondération
Valeur technique	De 20 à 60%
Prix	De 30 à 80%
Délais et disponibilité	De 10 à 50%
Performance en matière de développement durable et RSE	De 0 à 5%

A l'initiative du Conseil constitutionnel, les critères peuvent le cas échéant être affinés par des sous-critères pondérés.

Le total de la pondération de tous les critères sera de 100 %.

Les modalités de mise en concurrence et d'attribution sont décrites au CCP.

## 3. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

### 3.1. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE L'ACHETEUR ET LES CANDIDATS

---

Depuis le 1er janvier 2010, conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois, le Conseil constitutionnel attire l'attention des candidats sur le fait que l'identification permet d'être tenu informé automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées aux documents de la consultation.

Le mode de communication choisi par le Conseil constitutionnel pour communiquer avec les candidats pendant la consultation est la plateforme de dématérialisation PLACE, dont l'accès est gratuit.

Le Conseil constitutionnel entend utiliser la plateforme pour répondre aux questions qui lui seront posées et pour informer les candidats d'éventuelles modifications ou ajouts aux documents de la consultation. Or, seuls les candidats ayant fourni une adresse valide pourront être avisés de ces événements. A ce titre, l'adresse électronique du candidat doit être valide et sera utilisée par le Conseil constitutionnel comme l'adresse électronique pour communiquer dans le cadre de la procédure et jusqu'à la fin de celle-ci.

Aussi, il est fortement recommandé aux personnes téléchargeant les documents de la consultation de renseigner sur le site de dématérialisation le formulaire d'identification destiné à permettre de leur transmettre les renseignements complémentaires éventuels, et à s'assurer que les courriels provenant de cette plateforme ne sont pas classés dans la rubrique « *spam* » de sa messagerie électronique.

Le Conseil constitutionnel décline donc toute responsabilité pour le cas où un candidat non inscrit n'aurait pas eu connaissance d'une modification, quand bien même cette méconnaissance aboutirait au rejet de son offre. Dans le cas de non identification, il appartiendra aux candidats de récupérer, par leurs propres moyens, les informations communiquées.

### 3.2. QUESTIONS DES CANDIDATS

---

Les candidats sont invités à vérifier préalablement les prérequis techniques du profil acheteur et à choisir une adresse électronique durable pendant toute la durée de la procédure.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur en temps utile et une réponse est apportée par le Conseil constitutionnel dans un maximum de 6 jours calendaires avant la date de réception des offres.

L'adresse d'obtention des renseignements complémentaires est celle de l'adresse officielle du Conseil avec comme point de contact la personne en charge du suivi des dossiers.

Les questions des candidats ainsi que les réponses apportées par le Conseil constitutionnel mais aussi les échanges éventuels en cours d'examen des candidatures et des offres, comme les demandes de pièces complémentaires ou de précisions sur l'offre ou l'éventuelle demande de régularisation et même les notifications des décisions (lettre de rejet, etc..) sont opérées par voie électronique au moyen du profil d'acheteur.

### **3.3. MODIFICATIONS MAJEURES DU DOSSIER DE CONSULTATION**

---

Conformément à l'article R2151-4, 2° du CCP, si des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation, le Conseil constitutionnel prorogera le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées. Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de 10 jours francs entre l'information faite aux candidats de la modification et la date limite de réception des offres.

### **3.4. MODIFICATIONS MINEURES DU DOSSIER DE CONSULTATION**

---

Le Conseil constitutionnel se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.



## 4. MÉDIATION ET CONTENTIEUX

### 4.1. REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS OU LITIGES

---

Le Conseil constitutionnel s'efforce de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à cette procédure. L'instance chargée de la médiation au sens des articles R2197-1 et suivants du CCP est le service administratif et financier du Conseil constitutionnel.

### 4.2. JURIDICTION COMPETENTE

---

Dans le cas où un règlement amiable des différends ou litiges susceptibles d'intervenir ne serait pas possible, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le siège social du Conseil constitutionnel à savoir :

- Tribunal administratif de Paris
- Adresse : 7 Rue de Jouy, 75004 Paris
- Téléphone : 01 44 59 44 00 - Télécopie : 01 44 59 46 46
- Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

### 4.3. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

---

Dès qu'il a fait son choix, le Conseil constitutionnel avise les candidats qui n'ont pas été retenus des motifs du rejet de leurs candidatures ou de leurs offres dans le cadre des marchés spécifiques ainsi que des voies et délais de recours.

L'instance chargée des procédures de recours contentieux est :

- Tribunal administratif de Paris
- Adresse : 7 Rue de Jouy, 75004 Paris
- Téléphone : 01 44 59 44 00 - Télécopie : 01 44 59 46 46
- Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Les différents recours possibles, dans les conditions fixées par le Code de justice administrative (CJA), sont :

- Le référé précontractuel, avant la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles L551-1 à L551-4, L551-10 à L551-12 et R551-6 du CJA ;
- Le référé contractuel : après la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles

L.551- 13 à L. 551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA,

- Le recours en contestation de validité du contrat, selon les modalités fixées par la décision du Conseil d'Etat n° 358994 du 4 avril 2014 « Département de Tarn-et-Garonne », dans un délai de deux mois à compter à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, assorti le cas échéant, d'un référé suspension (art. L.521-1 du CJA) ;
- Le recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative, selon les modalités fixées aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA, dans les deux mois suivant la notification de la décision susmentionnée.